

Bosnie : Lanxade interdit d'OTAN

Hier, les forces aériennes de l'OTAN ont effectué des reconnaissances au-dessus de la région de Gorazde, pour vérifier que les Serbes, conformément aux conditions posées par l'ultimatum qui leur a été lancé vendredi, s'étaient effectivement retirés hors de la zone des 20 kilomètres.

Le comité militaire de l'OTAN s'est réuni hier à Bruxelles, pour étudier la situation en Bosnie. Il semblerait qu'à cette occasion, le chef d'état-major des armées françaises, l'amiral Lanxade, se voit refuser par l'Elysée l'autorisation de participer à ce comité militaire. Il a cependant pris part à une réunion informelle à laquelle assistaient les généraux de Lapresse, commandant les Casques bleus dans l'ex-Yugoslavie et Michaël Rose, commandant pour la

Bosnie. Depuis 1966, la France qui a quitté le commandement intégré de l'OTAN, ne siège pas au comité militaire. Depuis quelques mois, elle y est cependant représentée par un « observateur », le général Pelisson.

On remarque cependant dans le Livre blanc sur la Défense, publié sous l'autorité du gouvernement, qu'un militaire français peut être autorisé à participer au comité au coup par coup. Notamment quand l'OTAN étudie des questions relatives à des opérations de maintien de la paix, et quand des forces françaises sont impliquées dans des opérations de l'Alliance. C'est bien le cas de la Bosnie. Il n'en demeure pas moins que l'amiral Lanxade aurait été sommé de ne pas participer au comité militaire qui s'est réuni hier.

Crash d'un Airbus au Japon : des questions sans réponses

Beaucoup de questions restaient sans réponse hier sur les raisons de l'accident de l'Airbus taiwanais A 300-600 qui s'est écrasé à Nagoya au Japon mardi, faisant deux cent soixante-deux morts et laissant neuf survivants selon un dernier bilan. Les derniers échanges entre le pilote et la tour de contrôle ne faisaient état d'aucun problème, jusqu'à la toute dernière minute, lorsque, pour une raison inexpliquée, le pilote a annoncé qu'il remettait les gaz pour effectuer un tour de piste, et une deuxième approche. Dans l'attente du décollage des boîtes noires, les experts hésitent entre la thèse d'une erreur humaine et celle d'un incident mécanique.

Selon des sources du ministère japonais des Transports, les enquêteurs s'interrogent sur l'éventualité de

l'arrêt brusque d'un des deux réacteurs au moment où le pilote a remis les gaz. Destinée à reprendre de l'altitude, cette manœuvre pourrait avoir été trop brutale, empêchant alors une alimentation normale d'un des réacteurs en air. L'avion aurait alors décroché, tombant comme une pierre, sans qu'il soit possible de le maîtriser. Certains experts s'interrogent aussi sur les raisons de l'interruption de l'approche, soulignant qu'en cas de problème important sur l'un des moteurs, le pilote aurait pu chercher à achever son atterrissage plutôt que de vouloir reprendre de l'altitude au dernier moment, une manœuvre particulièrement risquée. Le pilote a pu remettre les gaz, car il estimait que son avion volait trop bas à vitesse trop réduite effectuant alors une manœuvre fatale.

La révolte des boat-people

Souvenez-vous, le 30 avril 1975, la chute de Saigon et le rêve de fer de l'Onclé Ho qui se réalise avec la prise du pouvoir par les communistes dans toute la péninsule indochinoise. Au cours des années qui suivront, les Vietnamiens fuyant leur pays sous le joug se forgeront un nom, devenu un symbole — les boat-people. Près de deux décennies plus tard, les 55 000 rescapés de cette diaspora oubliée croissent encore, dans les camps du Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR), en Indonésie, en Malaisie, aux Philippines, à Hong Kong Plus pour très longtemps. L'immense émotion qu'ils avaient soulevée n'est plus de saison, d'ailleurs, en Bosnie, en Somalie, au Rwanda sont désormais sous les projecteurs.

Leur destin a été scellé à la mi-février à Genève, lorsque le HCR a décidé de fermer tous les camps

d'Asie du Sud-Est d'ici à la fin 1995. A Hong Kong, où ils sont les plus nombreux — 25 500 encore à vivre dans l'étouffante chaleur de baraquements de tôle — cette décision a été un électrochoc. Comme cela fut déjà le cas à plusieurs reprises, des manifestations violentes se sont produites contre la politique de rapatriement forcé vers le Vietnam menée par la colonie britannique.

Le 7 avril, des affrontements avec la police dans le camp de White Head auraient fait des centaines de blessés. En guise de protestation, à l'occasion de l'anniversaire du 30 avril, des dizaines de ces réfugiés de Hong Kong menacent de s'immoler par le feu, dans la tradition bouddhiste, plutôt que d'être rapatriés au Vietnam. D'autres, en Indonésie, ont entamé une grève de la faim. Comme un dernier baroud, pour s'approcher à nos mémoires.

Afghanistan : le carnage de Kaboul

L'ONU a demandé hier 62 millions de dollars pour couvrir ses activités humanitaires d'avril à septembre en Afghanistan et en particulier à Kaboul, où la population est confrontée à l'une des « pires crises humanitaires » dans le monde. Selon le Comité international de la Croix-Rouge, les combats dans la capitale ont fait 2 500 morts depuis le 1^{er} janvier, 17 000 blessés et des centaines de milliers de réfugiés. Depuis le début de l'année, la faction du Premier ministre Gulbuddin Hekmatyar, alliée aux forces du chef Ouzbek Rashid Dostam, tente de s'emparer de Kaboul, dont le centre est contrôlé par la faction adverse du président Burhanuddin Rabbani et du commandant Ahmed Shah Massoud. Cet appel intervient alors qu'une délégation de l'ONU vient de terminer une mission pour évaluer le rôle que la communauté internationale pourrait jouer dans une solution politique du conflit afghan.

● **Mexique.** Neuf membres de deux familles indiennes ont été massacrés dans un village du Chiapas, dans le sud du Mexique, ont indiqué mardi des habitants. Depuis l'insurrection de l'EZLN, l'armée zapatiste de libération nationale, des affrontements ont eu lieu à plusieurs reprises entre Indiens et éleveurs pour la propriété de la terre. Il pourrait aussi s'agir de règlements de compte.

● **Russie.** Un député russe, banquier de profession, a été assassiné mardi soir devant son domicile de la banlieue de Moscou. Aucune précision n'a été donnée par les autorités sur les raisons du meurtre d'Andrei Azderzhis mais il pourrait s'agir d'un acte de la mafia qui a abattu 13 banquiers l'an dernier. Après ce meurtre, la Douma a demandé hier au président Eltsine la démission du ministre de l'Intérieur Viktor Erine.

● **Ukraine.** L'Union européenne a proposé hier d'accroître son aide à l'Ukraine, en contribuant notamment au financement de deux nouveaux réacteurs nucléaires en échange de la fermeture de la centrale de Tchernobyl.

NOMINATION

● **Raymond Césaire** a été nommé ambassadeur de France au Congo, en remplacement de Michel André, a annoncé hier le ministère des Affaires étrangères. M. Césaire a été ambassadeur à La Paz et Lima puis commissaire général de l'Année de la France en Inde avant d'occuper un poste de chargé de mission à l'administration centrale.

La Corée du Nord refuse l'inspection de ses sites nucléaires

La Corée du Nord a indiqué hier qu'elle n'accepterait pas d'inspections internationales complètes de ses installations nucléaires, ni le prélèvement d'échantillons de combustible irradié, comme le demandait l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Elle n'autorisera que des inspections visant à « vérifier le non-détournement de matériaux nucléaires » à des fins militaires.

Les inspecteurs de l'AIEA ne se rendront sans doute donc pas en Corée du Nord, et ces tergiversations risquent de raviver la tension entre le régime de Pyongyang et une bonne partie de la communauté internationale, notamment les Etats-Unis et le Japon, qui le soupçonnent de disposer de la bombe atomique et de chercher à accroître son arsenal nucléaire. Il y a une dizaine de jours, des missiles Patriot américains sont arrivés en Corée du Sud, qui avait été directement menacée par son voisin du Nord.

Pologne : Solidarité appelle à une grève nationale

Le syndicat Solidarité a engagé une épreuve de force avec le gouvernement polonais en lançant pour aujourd'hui un appel à une action nationale suivie de grèves partielles dans divers secteurs de l'économie. Ses revendications portent sur le contrôle des salaires et les lois sociales. Elles interviennent surtout à l'approche de l'élection présidentielle de l'année prochaine, un rendez-vous politique majeur pour le pays.

Rwanda : le gouvernement cherche un soutien français

Alors que des combats à l'arme lourde se poursuivaient hier à Kigali, le ministre rwandais des Affaires étrangères, Jérôme Bicamumpaka, était à Paris dans le cadre d'une tournée européenne pour plaider la cause de son gouvernement et demander le soutien de la France pour l'arrêt des combats entre Hutus et Tutsis qui ravagent son pays depuis presque trois semaines. Selon des sources informées, la France n'envisage pas pour le moment d'autre intervention que des efforts d'encouragement diplomatique.

Proche-Orient : rencontre Pères-Arafat

Palestiniens et Israéliens ont décidé hier d'accroître le rythme de leurs négociations sur l'autonomie à Gaza et Jéricho. Demain Yasser Arafat, chef de l'OLP, Shimon Pérès, chef de la diplomatie israélienne, et son homologue américain Warren Christopher devraient se rencontrer au Caire pour mettre la dernière main à l'accord.

Etats-Unis : l'hommage à Nixon



Plus de 25 000 Américains, ainsi que Bill Clinton et quatre autres présidents américains, ont rendu hier un dernier hommage à Richard Nixon, inhumé dans sa ville natale de Yorba Linda, en Californie. Aucun chef d'Etat ou de gouvernement étranger ne s'est déplacé pour les funérailles du 37^e président des Etats-Unis.

● **Irak.** Le chef de la commission spéciale de l'ONU pour le désarmement de l'Irak, Rolf Ekert, a achevé une mission à Bagdad où il a obtenu, selon l'ONU, des assurances sur la coopération de l'Irak à la mise en place du mécanisme de contrôle à long terme de son armement. Bagdad, qui a formellement accepté en novembre ce contrôle, plaide en échange pour une levée de l'embargo qui lui est imposé depuis son invasion du Koweït en août 1990.

● **Géorgie.** Quatre Géorgiens, membres présumés d'un groupe paramilitaire de l'adjoint au chef de l'Etat, ont été assassinés hier à Tbilissi par des inconnus, ont annoncé les services de sécurité. La Géorgie, sillonnée par des groupes armés incontrôlés, est plongée dans la violence depuis deux ans.

● **Ulster.** La milice catholique loyaliste des Combattants pour la liberté de l'Ulster a revendiqué le meurtre d'un homme mardi à Belfast. L'attentat serait une vengeance du meurtre de deux protestants dimanche par l'IRA.

AGENDA

● **Jacques Toubon**, ministre de la Culture et de la Francophonie, se rend en visite officielle au Liban aujourd'hui et jusqu'au 1^{er} mai pour y poursuivre la relance des relations entre les deux pays « dans le contexte de la reconstruction du Liban et des perspectives de paix au Proche-Orient ».

● **Michel Roussin**, ministre de la Coopération, se rend aujourd'hui en visite au Portugal.

Pondichéry troublée par une colère hindoue

La cathédrale de Pondichéry, vaste édifice baroque aux couleurs pastel, est au centre d'une controverse qui est venue troubler la tranquillité de cet ancien comptoir français des Indes. Une organisation fondamentaliste hindoue jusque-là pratiquement inconnue, la Hindu Munnani (front hindou), veut récupérer à tout prix l'édifice, sous prétexte qu'il a été construit sur les ruines d'un temple hindou détruit par les Français il y a plus de deux siècles. L'importante communauté chrétienne s'inquiète et craint que les intégristes hindous ne cherchent à créer des troubles. En décembre 1992, ils avaient détruit une mosquée pour la même raison, provoquant une série d'émeutes qui ont fait quelque 2 000 morts dans tout le pays.

Etats-Unis : les Asiatiques victimes de la violence raciste

La violence raciale antisiaïque a atteint une proportion inquiétante en 1993 aux Etats-Unis, avec en moyenne un incident déclaré par jour, selon un rapport d'une organisation de défense des droits des Américains originaires de la zone Asie-Pacifique. Le directeur de cette association a expliqué que de nombreux incidents raciaux sont liés aux ressentiments de la guerre du Vietnam.

Tourisme à Tchernobyl

Huit ans après la plus grave catastrophe du nucléaire civil, les autorités ukrainiennes organisent des visites de Tchernobyl. Les curieux, qui acceptent d'en prendre le risque, et moyennant 100 dollars (90 F) plus 25 dollars (145 F) par personne, arrivent en voiture jusqu'à la limite de la « zone mortelle » dans un paysage surréaliste de villages et de villes désertes.

Le port du soutien-gorge favoriserait le cancer du sein

Porter plus de douze heures par jour un soutien-gorge augmente le risque de cancer du sein, selon l'étude d'un institut médical américain. Son directeur, Sydney Singer, a expliqué que le sous-vêtement, en exerçant une pression, agit comme un frein sur « le drainage lymphatique de la poitrine » et serait à l'origine de la formation du cancer du sein. Le cas des Japonaises, qui ne portent pas de soutien-gorge et ne connaissent pratiquement pas cette maladie, confirme le résultat de l'enquête, selon M. Singer.

GROS PLAN

Quel avenir pour deux milliards de jeunes ?

En Afrique, les moins de 15 ans représentent 45 % de la population, en Asie de l'Est 26 % et en Asie du Sud 39 %, selon l'ONU. Quel avenir pour ces deux milliards de jeunes, alors que sous-emploi et pauvreté s'étendent ? Experts et organisations non gouvernementales (ONG) sont réunis cette semaine à New Delhi pour trouver d'urgence des solutions. L'arrivée à l'âge adulte de ces générations fera passer la population active de 2,4 milliards à 3,7 milliards de personnes d'ici quinze ans, alors que la communauté internationale n'a pas été capable, jusqu'à présent, de fournir travail, nourriture, logement, éducation et santé à tous. Un milliard d'individus survivent dans le dénuement le plus total, combien seront-ils au début du troisième millénaire ?

Au niveau mondial, relève l'ONU, déjà 40 % des emplois sont précaires. Désormais, les emplois, qui demandent une main-d'œuvre abondante et peu formée, nécessaires aux pays à forte population, deviennent rares, ce qui risque de provoquer des tensions sociales.

● **Séville.** Un Vietnamiens de 27 ans a été condamné mardi à la peine capitale pour avoir détruit un pylône électrique, afin d'en dérober les éléments de la charpente métallique pour les revendre, a rapporté hier le quotidien du Parti communiste, « Nhan Dan ».

● **Galapagos.** Les six mille tortues géantes qui vivent sur l'archipel équatorien des Galapagos ont été épargnées par le feu qui ravage l'île Isabela depuis le 12 avril. Le directeur de la défense civile a estimé mardi, que quatre semaines seront encore nécessaires pour étendre l'incendie.

● **Impôt royal.** Le prince Charles a bénéficié d'une déduction fiscale de 125 000 livres (plus d'un million de francs) sur les impôts que la famille royale doit commencer à verser cette année, a affirmé mardi le quotidien britannique « The Guardian ». La loi impose le prince et sa mère dans la tranche des 40 %, mais le Trésor a consenti pour cette année à imposer ces revenus en Cornouailles qu'à 25 %, considérant que les sommes déclarées avaient été « gagnées » à l'époque où le prince était encore classe dans cette tranche.

● **Camp.** Venante ou impudence ? Un Danos, Jacob Krogh Nielson, distribue en Allemagne et au Danemark une brochure touristique proposant des vacances dans un ancien camp d'internement nazi du sud du Danemark pour 200 couronnes (environ 180 F) par jour. Ce camp, où treize mille personnes ont été enfermées en 1944-1945, a été modernisé et les baraquements aménagés en chambres. M. Nielsen a estimé « important que les citoyens des deux pays se penchent un peu sur le passé », soulignant « qu'il ne méritait pas les intérêts mercantiles et historiques » en proposant de tels séjours.

● **Civique.** A quelques jours du scrutin législatif du 3 mai, près d'un demi-million de lycéens de 15 à 18 ans vont, cette semaine, participer à une élection simulée à vocation éducative, à l'initiative d'une fondation pour la promotion du sens civique basée à Amsterdam. Les résultats donneront lieu à un programme de la télévision éducative NOT et à des échanges de vues entre jeunes dans les lycées.